

La recherche action comme espace de valorisation et de promotion  
de l'intervention sociale collective et communautaire.  
Agathe PETIT, chargée de mission « Recherche », IRTS Paca Corse.

Ma communication s'appuie sur une recherche action sur les pratiques d'interventions sociales collectives que conduit depuis 6 mois l'IRTS PACA Corse depuis 6 mois sur le 3<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille.

1. Le cadre général : une recherche action nationale sur la prise en compte de la dimension communautaire dans l'intervention sociale collective.

La recherche action que nous conduisons actuellement à Marseille s'inscrit dans le cadre d'une recherche action nationale qui porte sur la prise en compte de la dimension communautaire dans les interventions sociales collectives initiée en 2013 par le réseau « Séminaire pour la Promotion de l'Intervention Sociale Communautaire » (SPISC)<sup>1</sup>. La recherche action nationale Déployée sur 9 sites (Dijon, La Ciotat, Marseille, Nanterre, Paris, Saint Etienne, Strasbourg, Villejuif et Woippy. Elle vise à apporter un éclairage sur plusieurs questions, et notamment :

- Quelles sont les relations entre les interventions sociales collectives et individuelles ?
- Quelles sont les différentes méthodologies utilisées pour susciter la mobilisation des personnes et des groupes et inscrire l'action dans la durée ?
- Comment et à quelles conditions, à travers des démarches d'interventions sociales collectives, les liens communautaires sont-ils pris en compte par les intervenants sociaux ? En quoi la mobilisation de ces liens peut-elle constituer un levier ou un obstacle pour une co-construction des réponses apportées aux problèmes sociaux ?

A l'exception du site de Marseille, les acteurs des différents sites ont initié et/ou conduisent une démarche d'intervention sociale collective, de nature diverse, qui fait l'objet de la recherche. En effet, en France, le terme retenu d' « interventions sociales d'intérêt collectives » recouvre des pratiques aussi diverses que le travail social de groupe, le travail social communautaire ou le développement social local (Dubasque, 2009). En dépit de leur spécificité, l'ensemble des promoteurs de site sont engagés dans une dynamique de réflexion et de reconstruction, voire de consolidation de leurs pratiques et modalités d'intervention. Marseille a une position singulière dans le dispositif national. L'équipe opérationnelle centre-ville du GIP

---

<sup>1</sup> Elle s'inscrit dans un ensemble d'actions qui depuis 2006 vise à assurer la promotion des interventions sociales d'intérêt collectif et les actions communautaires, dont un rapport de l'IGAS publié cette même année, déplorait l'insuffisance. Ce réseau a conduit une série de démarches destinées à repérer, évaluer, valoriser des actions mises en place à l'initiative de professionnels ou d'habitants

est le promoteur du site et a souhaité que la recherche-action porte sur un territoire et non sur un acteur en particulier : le troisième arrondissement de Marseille.

## 2. La problématique générale de la recherche action locale

Quartier de centre ville entre l'hyper centre et les quartiers nord, il est considéré aujourd'hui comme l'arrondissement le plus pauvre de l'agglomération, voire un des territoires les plus pauvres de France. D'abord quartier ouvrier, il est depuis plusieurs décennies un des premiers sas d'installation des populations immigrées dans la ville. Tous les indices sociodémographiques témoignent d'une forte précarité, croissante, qui concerne tous les domaines de la vie économique et sociale : logement, emploi, santé, réussite scolaire et qualification. Les difficultés de la population s'accroissent.

Du point de vue de la présence sociale et des équipements socio-culturels, le quartier est plutôt bien pourvu. On trouve sur l'arrondissement de nombreux équipements culturels et sociaux : trois centres sociaux ayant l'agrément maison pour tous (Ville de Marseille), gérés par des fédérations d'éducation populaire (AIL et Léo Lagrange), une antenne du pôle d'insertion, une maison de la solidarité (MDS) ainsi que des associations d'accès aux droits financées dans le cadre de la Politique de la ville. Pour autant, en dépit de cette forte présence et d'une offre de service de proximité couvrant les différents champs de l'intervention sociale, les acteurs institutionnels constatent un déficit d'adhésion du public sur certains pans d'activité au bénéfice de propositions portées par des associations d'habitants implantées sur le territoire. Ces associations d'habitants, dont les objets sont très variés et couvrent des champs d'action très larges, jouent un rôle actif sur le territoire et ont construit des activités et offres de services qui attirent un public souvent nombreux. Pour autant, elles peinent à être reconnues comme acteur et partenaire à part entière des autorités locales et institutions du territoire. En 2010, le diagnostic de territoire par l'équipe « politique de la ville » du 3<sup>ème</sup> arrondissement a mis en évidence un décalage entre les demandes sociales et les réponses apportées par les opérateurs de terrain. Ce constat de décalage entre les habitants, leurs besoins et attentes, les évolutions socio-économiques d'un côté, et l'action sociale proposée de l'autre, ainsi que la volonté de s'inscrire dans un travail de proximité et coopération, dépasse largement le cadre local du territoire de la recherche.

Depuis quelques années, les réflexions nationales et locales convergent vers la nécessité de renouveler les politiques de solidarité, de transformer l'action sociale et notamment de repositionner l'intervention sociale dans une approche plus collective et territoriale (rapport IGAS de 2006, conférence nationale contre la pauvreté et l'exclusion, rapport Mechmache Bacqué de 2013 sur la politique de la ville). La pertinence de l'offre de services est questionnée,

l'inadaptation des organisations de travail soulignée, avec pour conséquence un risque croissant d'isolement des travailleurs sociaux est sans cesse mise en avant.

Le projet de recherche action proposé s'inscrit ainsi dans une réflexion locale, mais également plus globale autour de la refondation de l'action sociale et de la construction de modalités d'intervention innovantes en lien avec les enjeux territoriaux et nationaux, plaçant le territoire au cœur des enjeux de la cohésion sociale.

L'objet initial de la recherche action concernait les ressources du territoire en matière d'intervention sociale et les dynamiques d'intervention à l'œuvre, avec en arrière-plan une attention portée sur les dimensions collectives et/ou communautaires. L'objectif étant, dans la première phase exploratoire, de prendre connaissance du territoire, des acteurs en présence ; de mieux cerner les articulations entre les dimensions individuelles et collectives de l'intervention, d'identifier les acteurs/action relevant de l'intervention sociale collective et/ou communautaire et de cerner une problématique en lien avec les réalités du territoire.

### 3. La première phase exploratoire de la recherche action : premiers résultats et recadrages problématiques et méthodologiques.

La première phase de la recherche action, de nature exploratoire, avait pour objectif le repérage des différents acteurs de terrain, leur mobilisation dans le processus et l'élaboration d'un plan méthodologique commun et partagé du projet. Il s'agissait en premier lieu de repérer et connaître les différents acteurs présents sur le territoire : connaître leurs pratiques, les publics avec lesquels ils travaillent, les besoins repérés de ces publics, la nature et la qualité des liens entretenus avec d'autres acteurs associatifs et institutionnels, les problématiques rencontrées dans leur action, ainsi que les points forts de leur action. Elle s'est appuyée sur des rencontres informelles, des entretiens individuels ou collectifs, des groupes de travail rassemblant les acteurs du territoire.

La première séquence de repérage et de mobilisation des acteurs est venue confirmée la présence d'un nombre important d'associations sur le quartier de taille et de nature différentes aux côtés des institutions (80 acteurs au total implantés sur le territoire et ayant des actions destinées aux habitants du territoire).

Sur le 3<sup>ème</sup> arrondissement, les associations peuvent être rassemblées en deux grandes catégories :

1. Des associations implantées sur le quartier qui relèvent principalement de fédérations ou de mouvements nationaux, installées de longue date sur le territoire. Elles peuvent se regrouper en deux sous-ensembles :

- a. Des associations fortement dépendantes des financements publics dont les actions sont construites exclusivement ou en grande partie sur des dispositifs, des conventions (Lieux d'accueil RSA, CHRS...)
  - b. Des associations qui ont des sources de financement plurielles – dont les financements publics représentent moins du tiers des recettes. Leurs actions sont marquées par leur caractère solidaire et/ou caritatif (Croix Rouge, Petit Frères des Pauvres, Restos du cœur, ...) et militant (Médecins du Monde, Fondation Abbé Pierre, ATD ¼ Monde ...).
2. Des associations locales, de plus petite taille. Elles peuvent être regroupées en plusieurs sous-catégories :
- a. Des associations de quartier, créées et portées le plus souvent par des habitants du quartier (actuels ou anciens) pour répondre aux besoins des habitants du quartier, dont les actions s'inscrivent dans le champ de l'intervention sociale, avec une dimension communautaire assez marquée.
  - b. Des associations créées il y a moins de 10 ans, par des habitants ou des personnes désireuses de s'impliquer sur le quartier, dont le projet d'association s'inscrit dans d'autres champs que celui du travail social classique (culture, restauration, jardinage...). Elles ont progressivement développé des actions dans le champ de l'intervention sociale, avec une forte dimension participative ...)

Ainsi, sur le territoire de la recherche coexistent une pluralité d'acteurs qui inscrivent leur action dans le champ de l'action sociale et de la cohésion sociale et qui s'attachent à répondre aux besoins croissants de la population (accès aux droits, alimentation, santé, culture, éducation, insertion et emploi, loisirs, ...). Pour beaucoup, les logiques de fonctionnement, les modes de financement et leur raréfaction, en concomitance avec la croissance des besoins de la population impliquent une augmentation de la charge de travail, une logique de survie qui s'accompagne d'une forme de repli sur l'activité et un travail centré sur « l'urgence ». Ainsi, les marges de manœuvre diminuent, le temps dédié à la veille s'amenuise et le travail en réseau s'organise le plus souvent autour d'actions ou de besoins ponctuels.

Ainsi, en dépit des discours autour des transformations souhaitées et souhaitables de l'intervention sociale : développements des interventions collectives, soutien du développement du pouvoir d'agir, de la participation dans une logique de développement social, renouvellement des postures professionnelles, force est de constater que les interventions des différents acteurs du territoire restent dans le domaine de l'accompagnement individuel et que le collectif se développe à la marge des interventions sociales mais également du travail social. Bien que marginales et largement minoritaires, lors de nos entretiens et des premiers groupes de réflexion avec les acteurs locaux, ces actions collectives et/ou participatives et les acteurs qui les portent étaient souvent repérés et cités en exemple de « ce qui marche ». Ainsi, notre intérêt s'est progressivement déplacé vers ces

initiatives et actions collectives, portées par des acteurs du territoire, avec une forte proximité et/ou participation des habitants, parfois construites dans une logique ascendante de prise en compte des demandes et attentes des habitants mais qui sont peu connues ou reconnues et pourtant témoignent des changements à l'œuvre et des possibles transformations au bénéfice des habitants et « usagers ».

Sur les 80 acteurs repérés, une dizaine porte des actions qui relèvent de l'intervention sociale collective, et plus marginalement encore de l'intervention sociale communautaire. Ces premières observations et éléments recueillis mettent en évidence plusieurs critères qui impactent sur la nature des actions conduites :

- le degré de dépendance vis-à-vis des financements publics
- le degré de militance / l'engagement
- la posture
- la formation
- la dimension communautaire
- l'inscription, ou non dans le champ du travail social
- la taille de la structure

Nous reviendrons plus longuement sur cette question au cours de notre intervention.

Notre questionnement pour la phase d'enquête à venir est le suivant : dans un contexte de paupérisation de plus en plus marqué qui accroît les difficultés et les besoins de la population, les acteurs de l'intervention sociale sont fortement impactés par une baisse des financements publics qui génère le plus souvent un repli de la structure sur elle-même, sur l'activité et une lutte pour sa survie. Cette situation est perçue par le plus grand nombre comme peu propice au développement et à l'innovation. Dans ce contexte, comment certains intervenants sociaux parviennent-ils à mettre en œuvre des interventions sociales collectives et/ou communautaires au bénéfice des habitants et de la prise en compte de leurs besoins, de leurs attentes et des problématiques repérées ? Quels sont les principes et leviers d'action repérables qui peuvent être mis au service de la transformation des pratiques sur le territoire ? De quelles natures sont les transformations à l'œuvre ?

Partant de ces questions et des « actions remarquables » repérées par nos interlocuteurs, nous avons reconsidéré notre dispositif méthodologique qui semblait peu adapté aux contraintes évoquées par les acteurs interviewés lors de la phase exploratoire. Nous avons ainsi croisé les travaux relatifs à l'empowerment et le développement du pouvoir d'agir, et notamment ceux de C. Jouffray et Y. Le Bossé et ceux d'ATD Quart monde sur le croisement des savoirs, avec comme idées directrices :

- partir d'histoires d'action pour décrire les valeurs, stratégies et tactiques qui guident l'engagement des acteurs
- croiser les regards et les savoirs et d'associer l'ensemble des parties prenantes de l'action : les habitants, les professionnels/bénévoles, les partenaires/financeurs afin de « chercher

ensemble à expliquer en termes pratiques ce que sont les valeurs et les principes sous-jacents à l'action, principaux moteurs de la réussite » (Tardieu & Rosenfeld, 1998, p.14)

- s'appuyer sur des actions positives, qui fonctionnent pour tirer des leçons des réussites et en distiller un savoir pour l'action peut être utile pour les pratiques, les professionnels ou les simples citoyens

- partir d'actions concrètes pour introduire une démarche d'action conscientisante, dans une démarche assez proche des 4 axes développés dans l'approche centrée sur le DPA (C. Jouffray, 2012)

Compte tenu de l'avancement du projet, il est prématuré d'avancer davantage d'éléments. Retenons que la recherche action, par les outils mobilisés, a pour objectif de faire ressortir le savoir intrinsèque à l'action et ainsi les faire connaître et les valoriser ; de placer les personnes concernées par l'action au centre du dispositif, dans une position d'égalité avec les professionnels et les partenaires et ainsi de provoquer un changement de regard sur les personnes accompagnées et les structures associatives du territoire, renforcer la reconnaissance, la réciprocité et le pouvoir d'agir et de penser de l'ensemble des parties prenantes.

## **Bibliographie**

Bacqué, M.-H., Mechmache, M., Pour une réforme radicale de la politique de la ville. Ça ne se fera plus sans nous. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires, Rapport au ministre délégué chargé de la Ville, juillet 2013.

Dinet M. et Thierry M., Rapport du groupe de travail « Gouvernance des politiques de solidarité », travaux préparatoires à la conférence des politiques de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, novembre 2012.

Dubasque Didier, « L'intervention sociale d'intérêt collectif : un mode d'intervention en travail social pour retrouver le sens du vivre ensemble ? », *Informations sociales* 2/2009 (n° 152) , p. 106-114

Jouffray C.(coord.) Développement du pouvoir d'agir, une nouvelle approche de l'intervention sociale, Presses EHESP, 2014.

Le Bossé Y, Sortir de l'impuissance. Invitation à soutenir le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités, Ardis, Québec, 2012.

Rosenfeld J. M. et Tardieu B., Artisans de démocratie. De l'impasse à la réciprocité : comment forger l'alliance entre les plus démunis et la société. Paris, Les Editions Quart Monde, 1998.

